



CHAPITRE 97

CHAPTER 97

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal

An Act to amend the charter of the city of Montreal

[Sanctionnée le 22 février 1961]

[Assented to 22nd February 1961]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est de son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, telle que modifiée, soit de nouveau modifiée, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1959-60,
c. 102,
a. 5, am.

1. L'article 5 de la loi 8-9 Elizabeth II chapitre 102 est modifié en y remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

Notes
marginales
et renvois.

"Les notes marginales et les renvois aux dispositions antérieures à la fin des articles ne font pas partie de la charte et n'y ont été insérés que pour faciliter les recherches."

1959-60,
c. 102,
a. 12a, aj.

2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 12 le suivant:

Territoire
déclaré
partie de
la cité.

"12a. Le territoire portant le numéro 504 et la partie du lot numéro 506 au cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, constitué par une île connue sous le nom de Ile Perry, située à proximité de la rive sud de la Rivière des Prairies, est partie intégrante de la cité depuis l'annexion à la cité de la ville de Bordeaux par la loi 1 George V (1910), chapitre 48."

WHEREAS the city of Montreal has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, as amended, be further amended, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 5 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, is amended by replacing the third paragraph by the following:

"The marginal notes and references to previous provisions at the end of the articles shall not form part of the charter and have been inserted only to facilitate researches."

2. The said act is amended by adding after article 12 the following:

"12a. The land bearing number 504 and the portion of land bearing number 506 of the official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet and consisting of an island known as Perry Island, located near the south shore of des Prairies River, is declared to be part of the city since the annexation to the city of the town of Bordeaux by the act 1 George V (1910), chapter 48."

1959-60,
c. 102,
a. 36a, aj.

3. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 36, le suivant:

Propriété
de certai-
nes rues,
etc.

"36a. Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins dix ans dans les limites de la cité ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent à toutes fins que de droit propriété de la cité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la cité approuve un ou plusieurs plans montrant la superficie et l'emplacement et donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la cité entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. L'original de ces plans doit être déposé aux archives du service des travaux publics de la cité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la cité doit publier deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant

a) le texte intégral du présent article;
b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques concernées;

c) une déclaration à l'effet que les plans prévus au paragraphe 1 ci-dessus ont été approuvés et déposés suivant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 qui précède doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle de Québec*, être inséré dans un journal quotidien français et dans un journal quotidien anglais publiés dans la cité.

Droits
éteints.

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fond desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux plans ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

Enregis-
trement.

A l'expiration de ces délais, la cité doit faire enregistrer sur tout terrain concerné

3. The said act is amended by adding, after article 36, the following:

1959-60,
c. 102,
a. 36a, ad-
ded.

"36a. Streets, lanes, highways and public squares continuously open to the public for ten years or more in the city or any territory annexed thereto, shall be considered to all intents and purposes the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more plans showing the area and the site and giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. The original of such plans shall be deposited in the archives of the public works department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Quebec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing

a. the full text of this article;
b. a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;

c. a statement to the effect that the plans provided for in paragraph 1 have been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Quebec Official Gazette*, be inserted in a French daily newspaper and in an English daily newspaper published in Montreal.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing on the plans so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during the year following the last publication in the *Quebec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every

Rights ex-
tinguish-
ed.

Registra-
tion.

une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et tel acte ainsi enregistré constitue à toutes fins que de droit une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registrateur est tenu d'accepter le dépôt des plans et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnés.

Preuve
concluante.

Le fait que depuis plus de dix ans une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu à l'article 36, ou fait partie des plans et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve concluante que telle rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de dix ans.

Restriction.

La cité ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des dix années précédentes."

1959-60,
c. 102,
a. 42a, aj.

4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant après l'article 42 le suivant:

Lignes
homologuées.

"**42a.** Lorsqu'une modification ou une addition au plan général de la cité comportant l'établissement de lignes homologuées affecte un immeuble ou une partie d'immeuble qui est par la suite acquis par la cité de quelque manière que ce soit, lesdites lignes homologuées sont dès lors annulées et radiées à toutes fins que de droit sans qu'un jugement de la Cour supérieure soit nécessaire à cet effet, sans préjudice des dispositions de l'article 47. Les dispositions du présent article sont déclaratoires."

1959-60,
c. 102,
a. 43, ab.
Id., a. 52,
am.

5. L'article 43 de ladite loi est abrogé.

6. L'article 52 de ladite loi est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Rôle de
répartition.

"Le coût total de cette acquisition est payable par les propriétaires riverains de cette rue, au moyen d'un rôle de répartition préparé par le directeur du service des travaux publics ou par un autre officier désigné par le comité exécutif, en proportion de l'étendue du front des immeubles riverains telle que portée au rôle

piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and such document so registered shall constitute to all intents and purposes conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the plans and register the above mentioned notarial declaration.

The fact that for over ten years a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in article 36, or forms part of the plans and resolutions contemplated in article 37, shall be conclusive proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over ten years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the ten preceding years."

4. The said act is amended by adding after article 42 the following:

1959-60,
c. 102,
a. 42a,
added.

"**42a.** When a change in or addition to the general plan of the city implying the establishment of homologated lines affects an immovable or part of an immovable which is afterwards acquired by the city in any manner whatever, the said homologated lines shall then be annulled and erased to all intents and purposes without a judgment of the Superior Court being necessary for that purpose, without prejudice to the provisions of article 47. The provisions of this article are declaratory."

Homologated
lines.

5. Article 43 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102,
a. 43, repealed.

6. Article 52 of the said act is amended by replacing the second and third paragraphs by the following:

Id.,
a. 52, am.

"The total cost of such acquisition shall be payable by the owners of immovables bordering upon such street, by means of an assessment roll prepared by the director of the public works department or by another officer appointed by the executive committee, in proportion to the extent of the frontage of such immovea-

Assessment
roll.

d'évaluation, indépendamment des bâtiments qui y sont érigés.

Effet du rôle.

Ce rôle de répartition, certifié par le directeur du service des travaux publics ou par un autre officier désigné par le comité exécutif et déposé entre les mains du directeur des finances, équivaut à un rôle final de taxe foncière spéciale et en a la même force et le même effet, et les sommes qui y sont portées deviennent dès lors dues et sont payables dans les trente jours de la date du dépôt de ce rôle."

bles, as shown on the valuation roll, irrespective of the buildings thereon erected.

The said roll, when certified by the director of the public works department or by another officer appointed by the executive committee and filed with the director of finance, shall be equivalent to and have the same force and effect as a final roll for a special real estate tax, and the amounts therein shall thereupon become due and shall be payable within thirty days from the date of the filing of such roll."

Effect of roll.

1959-60, c. 102, a. 59, am.
7. L'article 59 de ladite loi est modifié en retranchant le dernier alinéa.

1959-60, c. 102, a. 59, am.
7. Article 59 of the said act is amended by striking out the last paragraph.

Id., aa. 59a, 59b, aj.
8. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 59, les articles suivants:

Id., aa. 59a, 59b, added.
8. The said act is amended by adding after article 59 the following articles:

Choix d'un syndic.

"**59a.** A la première séance qui suit la nomination du comité exécutif à la suite de l'élection municipale générale, ou à toute autre séance, le conseil choisit parmi ses membres à l'exclusion de ceux du comité exécutif, un syndic qui demeure en fonction pour la durée du terme d'office du conseil.

Choice of syndic.
"**59a.** At the first meeting following the appointment of the executive committee after the general municipal election, or at any other meeting, the council shall choose from among its members, excluding those of the executive committee, a syndic who remains in office for the duration of the term of office of the council.

Devoirs du syndic.

"**59b.** Le syndic est chargé de voir généralement à toutes questions concernant les privilèges et l'honneur des membres du conseil; il exerce à ces fins tous les pouvoirs et devoirs qui lui sont attribués par les règlements de la cité ou par les règles du conseil. Il reçoit pour ses services dans l'exercice de ses fonctions une indemnité annuelle de trois mille six cents dollars."

Duties of syndic.
"**59b.** The syndic shall see generally to all questions concerning the privileges and the honour of the members of the council; he shall exercise for such purpose all the powers and duties assigned to him by the by-laws of the city or by the rules of the council. He shall receive for his services in the exercise of his functions an annual indemnity of three thousand six hundred dollars."

1959-60, c. 102, a. 66, am.
9. L'article 66 de ladite loi est modifié en remplaçant le cinquième alinéa par le suivant:

1959-60, c. 102, a. 66, am.
9. Article 66 of the said act is amended by replacing the fifth paragraph by the following:

Indemnité.

"Son indemnité est de treize mille cinq cents dollars par année, plus une somme de six mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses comme membre du comité exécutif et comme maire."

Indemnity.
"His indemnity shall be thirteen thousand and five hundred dollars per annum, plus a sum of six thousand dollars per annum for travelling and other expenses as a member of the executive committee and as mayor."

1959-60, c. 102, a. 76, am.
10. L'article 76 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

1959-60, c. 102, a. 76, am.
10. Article 76 of the said act is amended by replacing the second paragraph thereof by the following:

Indemnité.

"Chaque conseiller a droit à une indemnité de deux mille dollars par année, plus

Indemnity.
"Each councillor shall be entitled to an indemnity of two thousand dollars per

une somme de un mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses. Il est retranché de cette indemnité vingt dollars pour chaque jour que le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la cité ou une maladie attestée par certificat de médecin."

annum, plus a sum of one thousand dollars per annum for travelling and other expenses. A deduction of twenty dollars shall be made from such indemnity for each day that the council meets, if the councillor does not attend such meeting or does not vote on a matter put to the vote on such day, unless his absence is due to official business for the city or to illness attested by a physician's certificate."

1959-60,
c. 102, a.
84, remp.

11. L'article 84 de ladite loi est remplacé par les suivants:

11. Article 84 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
84, re-
placed.

Siège au
conseil
conservé.

"84. Les conseillers nommés membres du comité exécutif conservent leur siège au conseil et ont droit de voter sur toute proposition, question ou rapport soumis au conseil.

"84. The councillors appointed members of the executive committee shall retain their seats in the council and have the right to vote on every proposal, question or report submitted to the council.

Seats in
council
retained.

Durée
d'office.

"84a. Les membres du comité exécutif restent en fonctions jusqu'à leur remplacement suivant les dispositions de la présente charte."

"84a. The members of the executive committee shall remain in office until replaced in accordance with the provisions of this charter."

Term of
office.

1959-60,
c. 102, a.
85, am.

12. L'article 85 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

12. Article 85 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
85, am.

Indem-
nités.

"85. Le président du comité exécutif reçoit une indemnité annuelle de dix mille dollars, plus une somme de quatre mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses, et chacun des autres membres du comité une indemnité annuelle de sept mille dollars plus une somme de trois mille cinq cents dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses, à compter de leur nomination jusqu'à celle de leurs remplaçants."

"85. The chairman of the executive committee shall receive an annual indemnity of ten thousand dollars, plus a sum of four thousand dollars annually for travelling and other expenses, and each of the other members of the committee, an annual indemnity of seven thousand dollars, plus a sum of three thousand five hundred dollars per annum for travelling and other expenses, from their appointment until that of their successors."

Indem-
nities.

1959-60,
c. 102, a.
89, am.
Budget.

13. Le paragraphe *a* de l'article 89 de ladite loi est remplacé par le suivant:
"*a*) le budget annuel, qui doit être produit au bureau du greffier le ou avant le 15 mars de chaque année;"

13. Paragraph *a* of article 89 of the said act is replaced by the following:
"*a.* The annual budget, which must be filed in the clerk's office on or before the 15th of March each year;"

1959-60,
c. 102, a.
89, am.
Budget.

1959-60,
c. 102, a.
98, am.
Octroi de
contrats.

14. L'article 98 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:
"Cependant le conseil peut, par règlement, autoriser le comité exécutif à octroyer, sans soumission, des contrats qui

14. Article 98 of the said act is amended by adding the following paragraph:
"However the council may, by by-law, authorize the executive committee to grant, without tenders, contracts involving

1959-60,
c. 102, a.
98, am.
Granting
of
contracts.

entraînent une dépense n'excédant pas dix mille dollars (\$10,000)."

an expenditure of not more than ten thousand dollars (\$10,000)."

1959-60,
c. 102, a.
99, am.

Autorisa-
tion à
signer.

15. L'article 99 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Le président du comité exécutif peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité exécutif à signer, à sa place, tels contrats."

15. Article 99 of the said act is amended by adding the following paragraph:

"The chairman of the executive committee may however authorize, generally or specifically, in writing, another member of the executive committee to sign such contracts in his stead."

1959-60,
c. 102, a.
99, am.

Authori-
zation to
sign.

1959-60,
c. 102, a.
112, remp.

16. L'article 112 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Assemblée
spéciale.

"**112.** Après chaque élection générale, le greffier doit convoquer une assemblée spéciale du conseil, pour une date comprise dans les trente jours qui suivent l'élection, afin de procéder à la nomination des membres du comité exécutif et, le cas échéant, de remplir les vacances visées par l'article 74."

16. Article 112 of the said act is replaced by the following:

"**112.** After each general election, the clerk shall convene a special meeting of the council for a date within the thirty days following the election, to appoint the members of the executive committee and, if need be, to fill the vacancies contemplated by article 74."

1959-60,
c. 102, a.
112, re-
placed.

Special
meeting.

1959-60,
c. 102, a.
115, remp.

17. L'article 115 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Assem-
blées ré-
gulières.

"**115.** Les assemblées régulières du conseil ont lieu quatre fois par année, à raison d'une assemblée tenue le premier mois de chaque trimestre. Les trimestres sont calculés à partir du mois de mars. La date de chacune de ces assemblées est fixée par le comité exécutif et l'avis de convocation doit mentionner qu'il s'agit d'une assemblée régulière."

17. Article 115 of the said act is replaced by the following:

"**115.** The regular meetings of the council shall be held four times a year, one to be held the first month of every quarter. The quarters shall be calculated from the month of March. The date of each of the said meetings shall be fixed by the executive committee and the notice of convocation shall mention that it is for a regular meeting."

1959-60,
c. 102, a.
115, re-
placed.

Regular
meetings.

1959-60,
c. 102, a.
133, am.

18. L'article 133 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Suspen-
sion ou
destitu-
tion.

"Les prescriptions du chapitre 235 des Statuts refondus de Québec, 1941, ne sont pas applicables au directeur du service de la police ni au vérificateur de la cité. Ces officiers peuvent être suspendus ou destitués par résolution du conseil adoptée par le vote des deux tiers de ses membres, sur rapport du comité exécutif approuvé par le vote des deux tiers de ses membres."

18. Article 133 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following paragraph:

"The provisions of chapter 235 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, shall not be applicable to the director of the police department or to the auditor of the city. These officers may be suspended or dismissed by a resolution of the Council adopted by the vote of two-thirds of its members, upon a report of the executive committee approved by the vote of two-thirds of its members."

1959-60,
c. 102, a.
133, am.

Suspen-
sion or
dismissal.

1959-60,
c. 102, a.
172, am.

19. L'article 172 de ladite loi est modifié en y ajoutant les alinéas suivants:

Place-
ment
des fonds.

"Nonobstant toute disposition inconciliable et notamment l'article 981o du

19. Article 172 of the said act is amended by adding the following paragraphs:

"Notwithstanding any inconsistent provision and notably article 981o of the

1959-60,
c. 102, a.
172, am.

Invest-
ments.

Code civil, le placement des fonds constituant une caisse de retraite ou un fonds de pension établi par la cité en vertu du présent article peut être fait sur premier privilège ou première hypothèque sur des biens fonds dans la province de Québec appartenant aux membres des dits organismes, à un montant n'excédant pas 85% de la valeur réelle, telle qu'acceptée par l'organisme chargé de l'administration de ces fonds aux termes du règlement établissant la caisse de retraite ou le fonds de pension. Ce placement est fait au nom de la cité, sur résolution de l'organisme chargé de l'administration des fonds dont il s'agit et sous la signature des personnes autorisées par cette résolution à signer au nom de cet organisme.

Total des placements limité.

Le total des placements faits annuellement en vertu des dispositions de l'alinéa précédent ne doit pas excéder quarante pour cent (40%) des disponibilités annuelles de cette caisse de retraite ou de ce fonds de pension. Toutes mises-en-demeure, réclamations ou poursuites relatives auxdits placements peuvent être effectuées au nom de l'organisme chargé de l'administration des fonds en question ou dirigées contre ce dernier sans que les personnes qui le composent n'encourent de ce fait une responsabilité personnelle, cet organisme ayant pour ces fins le statut d'une corporation."

1959-60, c. 102, a. 173, am.

20. L'article 173 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant :

Pension annuelle.

"173. 1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec les présentes, le conseil peut, sur rapport du comité exécutif, autoriser le paiement d'une pension annuelle de trois mille dollars à tout fonctionnaire qui au moment de sa démission ou de sa mise à la retraite remplissait la fonction de directeur des services, ou de vérificateur, ou de président de la commission du service civil ou de directeur d'un service, qui a démissionné ou a été mis à la retraite dans les six ans qui ont précédé le 23 février 1956, ou qui aura démissionné ou aura été mis à la retraite après cette date, pourvu qu'au moment de cette démission ou de cette mise à la

Civil Code, the investment of funds constituting a retirement or a pension fund established by the city in virtue of this article may be invested on first privilege or first hypothec on real estate in the Province of Quebec, the ownership of which belongs to members of said organizations up to an amount not exceeding 85% of the real value, as accepted by the body entrusted with the administration of the funds in accordance with the by-law establishing the retirement or pension fund. Such investment shall be made in the name of the city, on resolution of the body entrusted with the administration of the said funds and under the signature of the persons authorized by such resolution to sign on behalf of such body.

The total of the investments made annually under the provision of the preceding paragraph shall not exceed forty per cent (40%) of the annual available assets of the retirement fund or pension fund concerned. All demands of payment, claims or proceedings concerning the said investments may be made in the name of the body entrusted with the administration of the funds directed against said body without the persons composing it incurring thereby any personal liability, such body having for those purposes the status of a corporation."

Total investments limited.

20. Article 173 of the said act is amended:

a. by replacing the first paragraph of subsection 1 by the following:

1959-60, c. 102, a. 173, am.

"173. 1. Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this article, the council may, upon a report of the executive committee, authorize the payment of an annual pension of three thousand dollars to any civic servant who at the time of his resignation or of his retirement on a pension, served in the capacity of director of departments, or of auditor, or of chairman of the Civil Service Commission, or of a director of a department who has resigned or retired on a pension during the six years preceding the 23rd of February 1956, or who will have resigned or retired on a pension after such date, provided that at the time of his

Annual pension.

retraite, il ait été à l'emploi de la cité comme fonctionnaire, à quelque titre que ce soit, durant au moins vingt-cinq ans.”;

b) en ajoutant à la fin du paragraphe 1 l'alinéa suivant:

Contribu-
tion au
fonds de
pension.

“Aux lieu et place de cette pension la cité peut aussi dans ces cas verser au fonds de pension de ce fonctionnaire la somme capitale nécessaire pour lui permettre d'obtenir immédiatement la pension à laquelle il aurait eu droit une fois parvenu à la limite d'âge ou après le nombre d'années prévu dans son cas pour mise à la retraite.”

1959-60,
c. 102, a.
193a, aj.

21. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 193 l'article suivant:

Commis-
sion
d'étude.

“**193a.** Les membres de ladite commission peuvent, par règlement, créer une commission d'étude composée de membres de leur choix qui sont désignés dans tel règlement; ils peuvent par la suite, modifier par amendements à ce règlement la composition de cette commission selon qu'il est jugé opportun.

But.

Cette commission est chargée de l'étude de toute question relative aux représentations sportives, à l'athlétisme, aux sports pratiqués par des professionnels ou des amateurs dans la cité et doit faire rapport au conseil.

Rapport.

Ce rapport doit contenir des recommandations précises et être remis à la cité le ou avant le premier janvier 1962.”

1959-60,
c. 102, a.
195, remp.

22. L'article 195 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Conseil
des arts.

“**195. 1.** Le conseil, sur rapport du comité exécutif, peut, par règlement, constituer une commission permanente sous le nom de “Conseil des Arts de la région métropolitaine de Montréal” dont la juridiction s'étendra à la cité ainsi qu'à toute autre municipalité située dans l'île de Montréal et à laquelle le gouvernement de la province, directement ou par l'intermédiaire de la cité, effectue des remises d'argent au titre de la taxe de vente municipale. Toute autre municipalité si-
se dans un rayon de vingt-cinq milles de l'île de Montréal est incluse dans la juri-

resignation or retirement on a pension, he has been a civil servant of the city, by any title whatsoever, for at least twenty-five years.”;

b. by adding at the end of subsection 1 the following paragraph:

“In lieu of the said pension the city may also in such cases pay to the pension fund of such civic servant the capital sum required to enable him to obtain immediately the pension he would have been entitled to, had he reached the age limit or after the number of years of service provided in his case for his retirement.”

Payment
to pension
fund.

21. The said act is amended by adding after article 193 the following article:

“**193a.** The members of said Commission may, by by-law, create a study commission composed of members of their choice to be designated in such by-law; they may afterwards by amendments to such by-law alter the composition of such commission as deemed advisable.

Such commission shall be entrusted with the study of any question relating to sporting events, athletics or sports practised by professionals or amateurs in the city and shall report to the council.

Such report shall contain precise recommendations and shall be transmitted to the city on or before the 1st of January 1962.”

22. Article 195 of the said act is replaced by the following:

“**195. 1.** The council, upon a report of the executive committee, may, by by-law, establish a permanent committee under the name of “The Greater Montreal Council of Arts” whose jurisdiction shall extend to the city and any other municipality located on the island of Montreal to which the government of the province, directly or through the city, remits money as municipal sales tax. Any other municipality, situated within a radius of twenty-five miles from the island of Montreal, shall be under the jurisdiction of the Council of Arts if its council, by

1959-60,
c. 102, a.
195, re-
placed.

Council
of Arts.

diction du conseil des arts, pourvu que son conseil, par résolution, en ait exprimé l'intention. Cette résolution restera en vigueur pendant une période de deux ans et se renouvellera par tacite reconduction, à moins qu'un avis à l'effet contraire ne soit donné à la cité et lui soit parvenu 180 jours avant l'expiration de son terme.

Membres. Le règlement déterminera le nombre de membres constituant ledit conseil des arts, leurs qualifications, la durée de leurs fonctions, le nombre et la date des séances régulières du conseil, le nombre de membres requis pour former quorum, la date de l'élection des officiers.

Qualités, etc. Les membres du conseil des arts devront être citoyens canadiens et domiciliés dans l'une quelconque des municipalités comprises dans sa juridiction. Leurs services seront gratuits; ils seront nommés sur rapport du comité exécutif adopté par la majorité des membres du conseil présents à la séance. Celui-ci pourra, s'il le juge à propos, rejeter ce rapport, mais non l'amender.

Officiers. 2. A la date fixée par le règlement, les membres du conseil des arts choisiront parmi eux un président et deux vice-présidents. Ils devront en outre retenir durant bonne conduite les services d'un secrétaire à qui sera confié le soin d'assister aux assemblées, d'en dresser procès-verbal, de tenir et de conserver les livres et archives et de faire au conseil de la cité et aux conseils des diverses municipalités ayant adhéré au conseil des arts, un rapport annuel de ses activités et un rapport financier. Le directeur des finances de la cité de Montréal ou un subordonné désigné par lui en sera d'office trésorier.

Devoirs. Le conseil des arts devra

a) dresser et maintenir une liste permanente des associations, sociétés, corporations ou personnes qui participent à la vie artistique et culturelle de la région métropolitaine;

b) harmoniser, coordonner et encourager les initiatives d'ordre artistique ou culturel dans la région;

c) désigner les personnes, groupements, manifestations artistiques ou culturelles qui méritent de recevoir une subvention, en fixer le montant et en recommander le versement;

resolution, has expressed the intention to that effect. Such resolution shall remain in force for a period of two years and shall be tacitly renewed unless a notice to the contrary be given to the city and received by it 180 days before the expiration of its term.

The by-law shall fix the number of **Members.** members constituting the said council of arts, their qualifications, the duration of their office, the number and date of the regular sittings of the council, the number of members required for a quorum, the date of the election of the officers.

The members of the council of arts **Qualifications, etc.** must be Canadian citizens and residents of any of the municipalities under its jurisdiction. They shall serve gratuitously; they shall be appointed upon report of the executive committee adopted by the majority of the members of the council present at the sitting. The latter may, if it deems it expedient, reject such report, but not amend it.

2. Upon the date fixed by the by-law, **Officers.** the members of the council of arts shall choose from among themselves a president and two vice-presidents. They must also retain during good behaviour the services of a secretary whose duty will be to attend the meetings, draw up a report thereof, keep and preserve the books and archives, and report to the council of the city and to the councils of the different municipalities which have joined the council of arts, an annual report of its activities and a financial report. The director of finance of the city of Montreal or a subordinate person appointed by him shall be *ex officio* treasurer of the council.

It shall be the duty of the council of arts **Duties.**

a. to draw up and maintain a permanent list of the associations, societies, corporations or persons taking part in the artistic or cultural life of the greater Montreal;

b. to harmonize, coordinate and promote undertakings of an artistic or cultural kind within the district;

c. to designate the persons, groups, artistic or cultural manifestations which deserve to receive a grant, fix the amount and recommend the payment thereof;

d) poser tous autres actes autorisés par le règlement qui le crée et de nature à lui permettre d'atteindre ses fins.

Règle-
menta-
tion, etc.

Sous réserve des dispositions ci-dessus, le conseil des arts pourra adopter, amender ou abroger les règles qu'il jugera nécessaires à sa gouverne et à sa régie interne. Il lui sera également loisible d'engager le personnel nécessaire à la poursuite de ses fins, d'en déterminer les salaires et d'en ordonner au trésorier le paiement. Cependant, les frais d'administration, y compris le traitement du secrétaire et les déboursés encourus par les membres dans l'exercice de leurs fonctions, ne devront pas excéder dix pour cent de la quote-part annuelle des fonds qui lui seront attribués au titre de la taxe de vente.

Exercice
financier,
etc.

L'exercice financier du conseil des arts coïncidera avec celui de la cité. Ces rapports devront être vérifiés et approuvés par le vérificateur de la cité et, dans les deux mois de la fin de l'exercice, copie en devra être transmise au conseil de la cité et aux conseils des diverses municipalités ayant adhéré au conseil des arts.

Fonds
spécial.

3. A compter du premier mai suivant l'entrée en vigueur du règlement constituant le conseil des arts, le directeur des finances de la cité devra créer un fonds spécial désigné sous le nom "Fonds du conseil des arts de Montréal", dont il aura la garde et dont il devra rendre compte dans son rapport financier annuel. Lors de la préparation du budget de la cité, il devra tenir compte, dans son estimation du revenu, de la quote-part à verser au fonds du conseil des arts, selon les normes ci-après établies.

Constitu-
tion.

Le fonds du conseil des arts sera constitué

a) des dons, donations, legs et subventions qui lui seront consentis, à condition que ces dons, donations, legs et subventions aient été préalablement approuvés par le comité exécutif après recommandation de l'avocat en chef de la cité;

b) d'une retenue de un pour cent (1%) des sommes versées à la cité par le gouvernement de la province au titre de la taxe de vente selon la convention passée entre les parties le 21 octobre 1940;

d. to take all other steps authorized by the by-law by which it is established and conducive to the pursuit of its objects.

Subject to the foregoing provisions, the council of arts may adopt, amend or repeal such rules as it shall deem expedient for its administration and internal management. It is also entitled to hire the personnel necessary for the pursuit of its objects, to fix their salaries and to order the treasurer to make payment of the same. However, the administration costs, including the salary of the secretary and the expenses incurred by the members in the discharge of their offices, shall not exceed ten per cent of the annual share of the funds assigned to it as sales tax.

Rules, etc.

The fiscal year of the council of arts shall coincide with that of the city. Its reports shall be audited and approved by the auditor of the city and, within two months of the end of the fiscal year, a copy thereof shall be transmitted to the council of the city and to the councils of the different municipalities which have joined the council of arts.

Fiscal
year, etc.

3. From the first of May following the coming into force of the by-law establishing the council of arts, the director of finance of the city must create a special fund designated by the name "Fund for the Montreal Council of Arts," of which he shall be the custodian and as to which he shall account in his annual financial report. In the preparation of the budget of the city, he shall take into account in the estimation of the revenue the share to be turned over to the fund of the council of arts, according to the rules herein-after established.

Special
fund.

The fund of the council of arts shall be made up

Composi-
tion.

a. of the gifts, donations, legacies and grants made to it, provided that such gifts, donations, legacies and grants have been previously approved by the executive committee upon recommendation of the chief attorney of the city;

b. of a deduction of one per cent (1%) of the sums paid to the city by the government of the Province as the sales tax in conformity with the agreement made between the parties on the 21st of October 1940;

c) des contributions des diverses corporations municipales autres que celles visées par la convention mentionnée au paragraphe *b* précédent, contributions qui devront équivaloir à un pour cent (1%) des revenus qu'elles retirent de la taxe de vente ou qu'elles pourraient en retirer.

Contributions municipales.

Les corporations municipales qui par l'effet de la loi ou d'une résolution d'adhésion tombent sous la juridiction du conseil des arts ont le pouvoir et sont tenues de verser les contributions prévues à l'alinéa précédent.

Emploi du fonds.

Ce fonds servira exclusivement à verser les subventions recommandées par le conseil des arts et à payer les frais d'administration. Le trésorier devra faire rapport au comité exécutif. Ce dernier autorisera le versement des subventions. Les sommes mises annuellement à la disposition du conseil des arts et qui, à la fin de l'exercice financier, n'auront pas été utilisées, pourront subséquemment servir aux fins auxquelles elles étaient destinées."

c. of the contributions of the different municipal corporations other than those affected by the agreement mentioned in the preceding paragraph *b*, contributions which must be equivalent to one per cent (1%) of the revenues which they obtain or might obtain from the sales tax.

The municipal corporations which by the effect of the law or of a resolution to join come under the jurisdiction of the council of arts shall have the power and are bound to pay the contributions provided for in the foregoing paragraph.

Such fund shall be used exclusively for the payment of the grants recommended by the council of arts and for the payment of the administration costs. The treasurer shall report such payments to the executive committee. The latter shall authorize the payment of the grants. The sums annually put at the disposal of the council of arts and which, at the end of the fiscal year, have not been used, may subsequently be used for the purposes for which they were intended."

1959-60, c. 102, a. 281, am.

23. L'article 281 de ladite loi est modifié en ajoutant les paragraphes suivants:

"d) adopter un système d'identification comportant une photo de la personne, pourvu que la cité en assume seule le coût suivant des normes par elle établies;

e) sous réserve des dispositions de l'article 282, rendre obligatoire pour fins d'identification dans les bureaux de votation le jour d'un scrutin seulement tout système d'identification adopté en vertu du présent article à l'égard de toute personne ayant droit de vote audit scrutin."

23. Article 281 of the said act is amended by adding the following paragraphs: 1959-60, c. 102, a. 281, am.

"d. adopt a system of identification comprising a photograph of the person, provided the city alone assumes the cost according to standards established by it;

e. subject to the provisions of article 282, make mandatory for identification purposes in polling-stations but only on the day a ballot is held any system of identification adopted under this article with respect to any person entitled to vote at the said election."

Id., a. 282, remp.

24. L'article 282 de ladite loi est abrogé et remplacé par le suivant:

24. Article 282 of the said act is replaced by the following: Id., a. 282, replaced.

Approbation.

"**282.** Nul système d'identification adopté en vertu de l'article 281 n'est obligatoire à moins que la résolution qui le décrète n'ait reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil."

"**282.** No system of identification adopted under article 281 shall be mandatory unless the resolution enacting it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council." Approval.

1959-60, c. 102, a. 462, am.

25. L'article 462 de ladite loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

25. Article 462 of the said act is amended by adding the following paragraphs: 1959-60, c. 102, a. 462, am.

Récidive.

“Cependant le conseil, dans les cas de plusieurs infractions à une même disposition d'un des règlements ci-après mentionnés, commises par une même personne dans une période de douze mois, peut imposer une amende n'excédant pas les limites ci-après indiquées:

a) pour une deuxième infraction, au moins cent dollars et au plus cinq cents dollars;

b) pour toute infraction subséquente, au moins cinq cents dollars et au plus mille dollars.

Règle-
ments
visés.

Les règlements visés sont ceux qui se rapportent au zonage, à la construction, aux permis de construction ou aux heures de fermeture à bonne heure.”

1959-60,
c. 102, a.
520, am.

26. L'article 520 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 37° par le suivant:

Construc-
tions en
bois, etc.

“37° Interdire, pour fin de prévention d'incendie, l'érection ou la réparation de toute construction en bois dans certaines zones de la cité et fixer les limites de ces dernières; prescrire que toute construction située dans ces limites et endommagée par le feu, par vétusté ou autrement, dans une proportion d'au moins cinquante pour cent de sa valeur, soit démolie et enlevée; déterminer la manière d'établir cette proportion; obliger le propriétaire de toute construction partiellement détruite ou rendue dangereuse par le feu ou par quelque autre cause à démolir, en totalité ou en partie, ce qui en reste; la faire démolir aux frais du propriétaire et recouvrer le coût de la démolition par privilège sur le terrain où se trouvait la construction, lorsque le propriétaire refuse ou néglige de se conformer aux ordres du comité exécutif à ce sujet, et faire enregistrer tel privilège par le dépôt présenté en double, au bureau d'enregistrement de la division dans laquelle l'immeuble est situé, d'un avis, que le registrateur doit accepter, signé par le greffier ou le directeur du service des travaux publics de la cité ou un de leurs assistants, indiquant le nom de la cité, la nature et le montant de la créance et la désignation de l'immeuble ainsi affecté.”

1959-60,
c. 102, a.
522, am.

27. L'article 522 de ladite loi est modifié

“However the council, in cases of several infringements of the same provision of one of the hereinafter mentioned by-laws, committed by the same person within a period of twelve months, may impose a fine not exceeding the following limits:

Several
infringe-
ments.

a. For a second infringement, not less than one hundred dollars and not more than five hundred dollars;

b. For any additional infringement, not less than five hundred dollars and not more than one thousand dollars.

The by-laws concerned are those related to zoning, construction, building permits, or early closing hours.”

By-laws
con-
cerned.

26. Article 520 of the said act is amended by replacing paragraph 37 by the following:

1959-60,
c. 102, a.
520, am.

“37. Prohibit, for the prevention of fire, the erection or repair of any wooden structure in certain zones of the city and fix the limits of such zones; direct that any building situated within such limits, when damaged by fire, decay or otherwise, to the extent of at least fifty per cent of its value, shall be torn down and removed; prescribe the manner of ascertaining such percentage; compel the owner of any structure partially destroyed or rendered dangerous by fire or otherwise to demolish the whole or part of what remains; cause the same to be demolished at the cost of the owner and recover the cost of demolition by privilege upon the land on which such structure stands, when the owner refuses or neglects to comply with the orders of the executive committee in such regard, and have such privilege registered by depositing in duplicate, in the registry office of the division in which the immovable is situated, a notice, which the registrar shall accept, signed by the clerk or the director of the public works department of the city or one of their assistants, indicating the name of the city, the nature and amount of the claim and the description of the immovable so affected.”

Wooden
struc-
tures, etc.

27. Article 522 of the said act is amended

1959-60,
c. 102, a.
522, am.

a) en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

Largeur
des rues,
etc.

"1° Fixer la largeur des rues; établir et modifier le niveau de la chaussée ou du trottoir dans toute rue; aider au prolongement des rues ou voies publiques dans les municipalisés environnantes; adopter toute mesure que le conseil estime appropriée pour protéger les rues, squares, ponts et égouts de la cité contre tout empiètement ou dommage; fermer toute rue, ruelle ou place publique ou en défendre l'usage, temporairement ou définitivement;"

b) en ajoutant après le paragraphe 5° les suivants:

Voies sou-
terraines.

"5°a. Construire, entretenir et exploiter des voies souterraines et leurs accessoires dans les limites de la cité de Montréal et de la cité de Westmount, et dans celle-ci à partir d'un point à l'ouest du square Cabot en allant vers l'ouest géographique jusqu'à la rue Sherbrooke et de là, généralement sous la rue Sherbrooke, jusqu'aux limites ouest de la cité de Westmount, le tout au frais de la cité de Montréal.

Travaux
à West-
mount.

Les plans de cette partie des travaux qui seront effectués dans les limites de la cité de Westmount sont sujets à l'approbation du conseil municipal de la cité de Westmount. A défaut d'entente entre les deux cités, le différend est soumis à la Régie des services publics dont la décision est finale.

Acquisi-
tion d'im-
meubles,
etc.

La cité peut acquérir à cette fin dans les cités de Montréal et Westmount toutes servitudes, droits de passage ou immeubles, à l'amiable ou par expropriation suivant la procédure d'expropriation établie par la charte de la cité, y compris les procédures par voie de possession préalable suivant les articles 985 et suivants de la charte.

Déléga-
tion de
pouvoirs.

"5°b Déléguer à la Commission de transport de Montréal, en totalité ou en partie, les pouvoirs mentionnés au paragraphe 5°a précédent, aux conditions qu'elle jugera convenables et pourvu que le règlement à cet effet soit au préalable approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;"

Station-
nement
dans les
ruelles
privées.

c) en remplaçant le paragraphe 31° par le suivant:

"31° Régler ou interdire le stationnement des véhicules automobiles dans les

a. by replacing paragraph 1 by the following:

"1. Regulate the width of streets; establish and alter the level of the roadway or sidewalk in any street; aid in the extension of streets or public roads in adjoining municipalities; adopt such measures as the council deems proper for the protection of streets, squares, bridges and drains of the city from any encroachment or damage; close or forbid the use of any street, lane or public place temporarily or permanently;"

Width of
streets,
etc.

b. by adding, after paragraph 5, the following:

"5a. Build, maintain and operate underground ways and their accessories within the limits of the city of Montreal and the city of Westmount, and within the latter from a point west of Cabot Square in a geographic westerly direction as far as Sherbrooke street and thence, generally under Sherbrooke street, to the western limits of the city of Westmount, the whole at the expense of the city of Montreal.

Under-
ground
ways.

The plans of such portion of the works to be carried out within the limits of the city of Westmount shall be subject to the approval of the municipal council of the city of Westmount. Failing agreement between the two cities, the dispute shall be submitted to the Public Service Board whose decision shall be final.

Works in
West-
mount.

The city may acquire for such purpose, within the cities of Montreal and Westmount, any servitude, right-of-way or immovable, by agreement or by expropriation in accordance with the expropriation procedure established in the charter of the city, including proceedings for prior possession according to articles 985 and following of the charter.

Acquisi-
tion of
immove-
ables, etc.

"5b. Delegate to the Montreal Transportation Commission, in whole or in part, the powers mentioned in the preceding paragraph 5a, on such conditions as it shall deem appropriate and provided the by-law to such effect be approved previously by the Lieutenant-Governor in Council;"

Delega-
tion of
powers.

c. by replacing paragraph 31 by the following:

"31. Regulate or prohibit the parking of motor vehicles in private lanes; re-

Parking in
private
lanes.

ruelles privées; régler la circulation dans ces ruelles, imposer au besoin un sens unique avec enseignes indicatrices à cet effet;”.

gulate traffic in such lanes, impose if need be one-way traffic with signs to indicate the same;”.

1959-60, c. 102, a. 563, remp. **28.** L'article 563 de ladite loi est remplacé par le suivant:

28. Article 563 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 563, replaced.

Parc Mont-Royal.

“**563.** Le territoire compris dans les limites lisérées en rouge sur le plan M-247 St-Antoine, dressé par le service des travaux publics de la cité en date du 25 novembre 1960, est réservé pour constituer un parc public sous le nom de Parc Mont-Royal.

“**563.** The territory comprised within the limits hatched in red on the plan M-247 St. Antoine, prepared by the city's public works department and dated 25th of November 1960, shall be reserved to constitute a public park under the name of Mount Royal Park.

Mount Royal Park.

Terrains compris dans le parc.

La partie de ce territoire située dans les limites de la cité fait partie du plan général de la cité et tous les immeubles qui s'y trouvent et dont la cité n'a pas encore fait l'acquisition sont assujettis aux dispositions de l'article 46 pour une période de cinq ans. Tout tel immeuble, dès qu'il est acquis par la cité, fait partie du Parc Mont-Royal. Les dispositions de l'article 46 ne sont pas cependant applicables dans le territoire susdit aux immeubles appartenant à des institutions d'enseignement universitaire ou à des organismes ou corporations y exploitant des hôpitaux ou des cimetières, quant à toutes constructions, améliorations, baux ou contrats faits pour les fins de ces institutions d'enseignement ou de ces hôpitaux ou cimetières.

The part of such territory located within the limits of the city shall form part of the general plan of the city and all the immoveables therein and which the city has not yet acquired shall be subject to the provisions of article 46 for a period of five years. Any such immovable, when acquired by the city, shall form part of Mount Royal Park. The provisions of article 46 shall not however be applicable in the above mentioned territory to the immoveables belonging to institutions of university instruction or to organizations or corporations operating hospitals or cemeteries thereon, as regards any construction, improvements, leases or contracts made for the purposes of such institutions of learning, hospitals or cemeteries.

Land included in park.

Idem.

La partie de ce territoire décrite à l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 96, fait partie du Parc Mont-Royal et de la cité, sans préjudice des causes pendantes. La cité doit acquérir ce terrain de gré à gré ou par expropriation suivant la procédure, prévue à sa charte, d'ici le 1er mars 1962.

The part of such territory described in section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 96, shall form part of Mount Royal Park and of the city without prejudice to pending cases. The city shall acquire such land by agreement or by expropriation in accordance with the procedure provided by its charter, before the 1st of March 1962.

Idem.

Conservation à perpétuité.

La cité doit conserver et maintenir à perpétuité comme parc public tout territoire dont elle est ou devient propriétaire dans les limites décrites au plan mentionné au premier alinéa du présent article. Le conseil ne peut en aliéner aucune partie pour permettre qu'il y soit exercé des droits, privilèges ou franchises d'une nature spéciale, ni autoriser l'installation, dans ses limites, de rails, poteaux, fils conducteurs ou appareils électriques pour des fins de traction, de locomotion

The city shall preserve and maintain in perpetuity as a public park the whole extent of the territory of which it is or shall become proprietor within the limits described on the plan mentioned in the first paragraph of this article. The council shall not alienate any part thereof to enable any rights, privileges or franchises of a special nature to be exercised there, or authorize the installation within its limits of rails, posts, wires or electrical apparatus for purposes of trac-

Preservation in perpetuity.

ou de force motrice, nonobstant tous pouvoirs particuliers d'expropriation ou autres qui ont pu être accordés par une loi, générale ou spéciale, à la cité ou à quelque personne ou corporation municipale, sauf dans les cas et dans la mesure ou une loi spéciale déroge expressément aux dispositions du présent alinéa."

1959-60,
c. 102, a.
609, am.

29. L'article 609 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le deuxième alinéa, le suivant:

Règle-
ments de
zonage ou
de cons-
truction.

"Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents et toute autre disposition législative inconciliable, la cité a, quant à la partie du boulevard Pie IX située dans ses limites, le pouvoir d'édicter des règlements de zonage ou de construction comme pour toute autre partie de son territoire."

1959-60,
c. 102, a.
610a, aj.

30. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 610, le suivant:

Numéros
distincts.

"610a. Lorsqu'un projet de subdivision ou de redivision comprend des rues ou des ruelles, l'emprise de ces rues ou ruelles doit porter un ou des numéros distincts.

Titre
clair.

Le comité exécutif doit refuser d'approuver ce projet si l'espace occupé par les rues ou ruelles n'est pas libre d'hypothèques, de privilèges, de charges ou de droits réels.

Rues ou
ruelles
publiques.

Ces rues ou ruelles deviennent, sans indemnité, des rues ou ruelles publiques et font partie du domaine public par le seul fait que le comité exécutif a approuvé le projet en question. Les dispositions du présent paragraphe ne prennent effet qu'après le dépôt de ce projet au bureau d'enregistrement. Le notaire de la cité avise le registraire de ce qui précède.

Largeur
excessive.

Lorsque, tel que prévu au plan général de la cité, les rues sont d'une largeur de plus de soixante-six pieds ou les ruelles de plus de vingt pieds, la partie de ces rues et ruelles en excédent n'est pas affectée par les dispositions qui précèdent, mais ces excédents doivent figurer sur le projet de subdivision ou de redivision comme des lots numérotés de façon distincte."

tion, locomotion or motive power, notwithstanding any special power of expropriation or other power that may have been granted by any general law or special act to the city or to any person or municipal corporation, except in the case of and to the extent permitted by a special act expressly derogating from the provisions of this paragraph."

29. Article 609 of the said act is amended by adding thereto after the second paragraph, the following:

1959-60,
c. 102, a.
609, am.

"Notwithstanding the provisions of the two preceding paragraphs and any other inconsistent legislative provision, the city shall have, as to the part of Pie IX boulevard located within its limits, the power of enacting zoning or building by-laws as for any other part of its territory."

Zoning or
building
by-laws.

30. The said act is amended by adding after article 610 the following:

1959-60,
c. 102, a.
610a,
added.

"610a. When a project of subdivision or redivision includes streets or lanes, the piece of land occupied by such streets or lanes shall bear one or more separate numbers.

Separate
numbers.

The executive committee shall refuse to approve such project if the space occupied by the streets or lanes is not free of hypothecs, privileges, charges or real rights.

Clear
title.

Such streets or lanes become, without indemnity, public streets or lanes and form part of the public property by the mere fact of the approval of such project by the executive committee. The provisions of this paragraph take effect only after the deposit of such project at the registry office. The city notary shall give notice of the above to the registrar.

Public
streets or
lanes.

When, as provided on the general plan of the city, the streets are of a width of more than sixty-six feet or the lanes of a width of more than twenty feet, the part of the streets or lanes in excess of such widths are not affected by the preceding provisions, but such excess shall appear on the project of subdivision or redivision as lots separately numbered."

Excessive
width.

1959-60,
c. 102, a.
638, am.

31. L'article 638 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin du paragraphe 1, l'alinéa suivant:

Loyer
obliga-
toire.

"La présente disposition ne relève pas ces usagers de l'obligation de payer le loyer des compteurs telle qu'imposée par règlement de la cité et les surtaxes que la cité peut imposer et prélever en vertu de l'article 777."

31. Article 638 of the said act is amended by adding, at the end of subsection 1, the following paragraph:

"This provision shall not release such users from the obligation to pay the rental of the meters as imposed by by-law of the city and the surtaxes which the city may impose and levy under article 777."

Rental
obliga-
tory.

1959-60,
c. 102, a.
641, am.

32. L'article 641 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 1^o du premier alinéa, par le suivant:

Coût de
certains
égouts.

"1^o Le coût total de tous les égouts dont les travaux de construction ont été acceptés définitivement ou provisoirement au cours d'une période de cinq années consécutives terminée le 30 octobre précédent;"

32. Article 641 of the said act is amended by replacing sub-paragraph 1 of the first paragraph by the following:

"1. The total cost of all sewers of which the construction work has been accepted definitively or provisionally during the period of five consecutive years ended on the preceding October 30th;"

Cost of
certain
sewers.

1959-60,
c. 102,
a. 649,
am.

33. L'article 649 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

Garages
et parcs de
stationnement.

"La cité ne peut construire, établir et exploiter des garages et parcs de stationnement prévus aux paragraphes 17^o et 18^o de l'article 528 que conformément aux règlements de zonage en vigueur, à moins que ceux-ci ne comprennent une disposition d'exception à cet effet en faveur de la cité."

33. Article 649 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"The city may construct, establish and operate garages and parking grounds provided for in paragraphs 17 and 18 of article 528 only in conformity with the zoning by-laws in force, unless the latter include a provision of exception to that effect in favour of the city."

Garages
and park-
ing
grounds.

1959-60,
c. 102, a.
661, am.

34. L'article 661 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Équilibre
des dé-
penses.

"Le montant des dépenses ainsi prévu ne doit pas excéder le revenu probable de l'exercice suivant, mentionné dans le certificat du directeur des finances émis en vertu de l'article 651, y compris tout surplus qui pourrait y être ajouté conformément aux articles 666 et 667."

34. Article 661 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"The amount of expenditures so provided for shall not exceed the probable revenue of the next fiscal year, mentioned in the certificate of the director of finance issued under article 651, including therein any surplus which may be added thereto pursuant to articles 666 and 667."

Expendi-
tures
limited.

1959-60,
c. 102, a.
662, am.

35. L'article 662 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

Pro-
gramme
de dépen-
ses capi-
tales.

"**662.** 1. Le ou avant le 15 mars, durant chaque exercice financier, à compter de l'exercice financier 1961-62, le comité exécutif doit soumettre au conseil un programme de dépenses capitales indiquant:"

35. Article 662 of the said act is amended:

a. by replacing the first six lines of subsection 1 by the following:

"**662.** 1. On or before the 15th of March, during each fiscal year, from and after the 1961-62 fiscal year, the executive committee shall submit to the council a program of capital expenditures showing:"

Program
of capital
expendi-
tures.

Règle-
ment
unique.

b) en ajoutant à la fin du paragraphe 3 l'alinéa suivant:

"La cité peut néanmoins refondre ou consolider en un seul règlement une partie ou la totalité des règlements ci-dessus mentionnés, soit séparément, soit en même temps que d'autres règlements d'emprunt, suivant les dispositions de l'article 460 de la charte."

1959-60,
c. 102, a.
669, remp.

36. L'article 669 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Délai
d'imposi-
tion de
taxes, etc.

"**669.** Le comité exécutif doit adopter, le ou avant le 15 mars de chaque année, les règlements et résolutions requis pour imposer les taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant et le budget."

1959-60,
c. 102, a.
670, am.

37. L'article 670 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Délai
pour dé-
poser do-
cuments.

"**670.** Le comité exécutif doit déposer au bureau du greffier, au plus tard le 15 mars, les documents suivants:"

b) en ajoutant à la fin l'alinéa suivant:

Annexes.

"Les annexes énumérant les détails des dépenses de chaque chapitre du budget ne font pas partie du budget."

1959-60,
c. 102, a.
671a, aj.

38. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 671, l'article suivant:

Dépôt du
plan di-
recteur
des
travaux.

"**671a.** En même temps que le budget qui sera déposé le 15 mars 1962, le comité exécutif doit déposer au bureau du greffier un plan directeur de l'ensemble des travaux d'envergure qu'il conçoit comme devant être réalisés durant les prochaines vingt-cinq années et comprenant notamment les travaux suivants: voies souterraines pour transport en commun, autostrades et autoroutes, voies étagées, tunnels, viaducs, abris souterrains, grands parcs publics, édifices municipaux, centres culturels, projets d'élimination de taudis et de rénovation urbaine, garages pour stationnement, autosilos et autres travaux d'importance.

b. by adding at the end of subsection 3, the following paragraph:

"The city may however revise or consolidate into a single by-law part or all of the above-mentioned by-laws, either separately, or at the same time as other loan by-laws, according to the provisions of article 460 of the charter."

Single
by-law.

36. Article 669 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
669, re-
placed.

"**669.** The executive committee, on or before the 15th of March of each year, shall adopt the by-laws and resolutions necessary for the imposition of the taxes, permits and licences included in the probable revenue of the next fiscal year and the budget."

Delay to
impose
taxes, etc.

37. Article 670 of the said act is amended:

1959-60,
c. 102, a.
670, am.

a. by replacing the first four lines by the following:

"**670.** The executive committee shall deposit in the clerk's office, not later than the 15th of March, the following documents:"

Delay to
deposit
docu-
ments.

b. by adding at the end the following paragraph:

"The schedules enumerating the details of the expenses of each head of the budget shall not form part of the budget."

Schedules.

38. The said act is amended by adding, after article 671, the following article:

1959-60,
c. 102, a.
671a, ad-
ded.

"**671a.** At the same time as the budget which will be deposited on March 15th 1962, the executive committee shall deposit in the clerk's office a master plan of all the important works which it considers should be effected during the following twenty-five years and comprising particularly the following works: underground roads for public transportation, expressways and autoroutes, superposed highways, tunnels, viaducts, underground shelters, large public parks, municipal buildings, cultural centres, slum clearance and urban renewal projects, garages for parking, autosilos and other works of importance.

Deposit of
master
plan of
works.

Appro-
bation.

Ce plan directeur sera soumis au conseil en même temps que le budget pour l'exercice 1962-63 et une fois adopté servira de base pour l'application des dispositions de l'article 662."

This master plan shall be submitted to the council at the same time as the budget for the fiscal year 1962-63 and once approved shall constitute the basis for the application of the provisions of article 662."

Approval
of plan.

1959-60,
c. 102, a.
675, remp.

39. L'article 675 de ladite loi est remplacé par le suivant:

39. Article 675 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
675, re-
placed.

Entrée en
vigueur
automa-
tique.

"675. Si le conseil n'adopte pas le budget avant le 16 avril de chaque année, ce budget, tel qu'adopté par le comité exécutif, devient automatiquement en vigueur à partir de cette date de même que les règlements et résolutions nécessaires pour l'imposition des taxes, permis et licences compris dans le revenu probable de l'exercice suivant. Pour les fins du présent article, le mot "budget" comprend et les dépenses et le revenu."

"675. If the council does not adopt the budget before the 16th of April of each year, such budget, as it is adopted by the executive committee, shall come into force automatically as from such date, as well as the by-laws and resolutions necessary to impose the taxes, permits and licences comprised in the probable revenue of the next fiscal year. For the purposes of this article, the word "budget" shall comprise expenses and revenue."

Budget in
force au-
tomatic-
ally.

1959-60,
c. 102, a.
692, remp.

40. L'article 692 de ladite loi est remplacé par le suivant:

40. Article 692 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
692, re-
placed.

Finance-
ment des
parts des
proprié-
taires.

"692. La part des propriétaires dans le coût des expropriations et de la construction de pavages et trottoirs permanents, égouts et autres améliorations, est financée à même cette somme de deux millions cinq cent mille dollars ou à même les emprunts contractés pour les fins de l'article 690. Cette part est remboursée au moyen de répartitions payables à ce fonds."

"692. The share of the proprietors in the cost of expropriations and of the construction of permanent pavings, permanent sidewalks, sewers and other improvements, shall be financed out of the said sum of two million five hundred thousand dollars or out of loans contracted for the purposes of article 690. Such share shall be repaid by means of assessments payable to the said fund."

Financing
of pro-
prieters'
share.

1959-60,
c. 102, a.
693, remp.

41. L'article 693 de ladite loi est remplacé par le suivant:

41. Article 693 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
693, re-
placed.

Finance-
ment de la
part de la
cité.

"693. La part de la cité dans le coût des expropriations et de la construction des pavages et trottoirs permanents, égouts et autres améliorations est financée

"693. The share of the city in the cost of expropriations and of the construction of permanent pavings, permanent sidewalks, sewers and other improvements, shall be financed

Financing
of city's
share.

a) à même les crédits votés dans le budget de l'exercice au cours duquel l'amélioration est autorisée; ou

b) à même la susdite somme de deux millions cinq cent mille dollars; ou

c) à même les emprunts contractés pour les fins de l'article 690.

a. out of credits voted by the budget of the fiscal year in which the improvement is authorized; or

b. out of the said sum of two million five hundred thousand dollars; or

c. out of loans contracted for the purposes of article 690.

Rembour-
sement.

Dans les deux derniers cas, cette part est remboursée au terme que fixe le conseil sur rapport du comité exécutif. Ce terme ne doit pas cependant excéder

In the two latter cases, such share shall be reimbursed within the term fixed by the council on the report of the executive committee. Such term however shall not

Reim-
burse-
ment.

vingt ans et commence à courir à compter du 1er octobre suivant l'année civile de l'homologation du rôle.

Solde.

Dans tous les cas où le terme de remboursement de la part de la cité, en raison des dispositions de la charte alors en vigueur, a été établi sur une période de cinq ans ou moins, le solde non amorti devra être remboursé à compter du premier octobre 1961 sur la période qui reste à courir pour atteindre vingt ans."

exceed twenty years and shall begin to run from October 1st following the calendar year of the homologation of the roll.

In all cases where the term of reimbursement of the share of the city, as a result of the provisions of the charter then in force, has been established over a period of five years or less, the non-amortized balance shall be reimbursed as from October 1st 1961 over the period which shall remain outstanding to reach twenty years."

Balance.

1959-60,
c. 102, a.
738 fr.,
remp.

42. Le texte français du premier alinéa de l'article 738 de ladite loi est remplacé par le suivant:

42. The French text of the first paragraph of article 738 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
738 Fr.,
replaced.

Rapport
de budget
non
adopté.

"738. Si le budget d'un exercice n'a pas été préparé et adopté conformément aux dispositions des articles 661, 663, 664, 665, 666, 667, 669, 670, 673 et 674, les vérificateurs doivent, dans les quatre mois de son adoption, en faire rapport au directeur des services."

"738. Si le budget d'un exercice n'a pas été préparé et adopté conformément aux dispositions des articles 661, 663, 664, 665, 666, 667, 669, 670, 673 et 674, les vérificateurs doivent, dans les quatre mois de son adoption, en faire rapport au directeur des services."

Report of
budget
not ad-
opted.

1959-60,
c. 102, a.
776, am.

43. L'article 776 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa, par le suivant:

43. Article 776 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

1959-60,
c. 102, a.
776, am.

Taxes
foncières
autorisées.

"776. La cité peut, par règlement, imposer et prélever annuellement, sur les immeubles imposables situés dans les limites de son territoire, des taxes foncières n'excédant pas, en tenant compte de toute taxe foncière spéciale générale, deux pour cent de la valeur de ces immeubles d'après le rôle d'évaluation en vigueur à la date de cette imposition."

"776. The city, by by-law, may impose and levy annually, on the taxable immoveables situated in its territory, real estate taxes not exceeding, taking into account any general special real estate tax, two per cent of the value of such immoveables according to the valuation roll in force at the time of the imposition."

Real
estate
taxes au-
thorized.

1959-60,
c. 102, a.
787, am.

44. L'article 787 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *b* du deuxième alinéa, par le suivant:

44. Article 787 of the said act is amended by replacing sub-paragraph *b* of the second paragraph, by the following:

1959-60,
c. 102, a.
787, am.

"b) à compter du premier mai suivant la date à laquelle le permis d'occupation a été émis pour les maisons construites entre le premier mai 1959 et le premier juin 1961."

"b. starting the first of May following the date when the occupancy permit was issued for houses constructed between May 1st 1959 and June 1st 1961."

Id., a.
818, am.

45. L'article 818 de ladite loi est modifié en retranchant dans le deuxième alinéa le sous-paragraphe *d*.

45. Article 818 of the said act is amended by deleting sub-paragraph *d* in the second paragraph.

Id., a.
818, am.

Id., a.
827, am.

46. L'article 827 de ladite loi est modifié:

46. Article 827 of the said act is amended:

Id., a.
827, am.

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Valeur
fixée par
estima-
teur.

“**827.** L'estimateur fixe la valeur réelle des immeubles subdivisés ou resubdivisés suivant un plan déposé au bureau d'enregistrement et de ceux dont une partie a changé de propriétaire depuis le premier décembre précédent. Il fixe la valeur réelle des bâtiments dont on a terminé la construction, l'agrandissement, la réparation ou la modification, ou qu'on a commencé à occuper en tout ou en partie, depuis les deux années qui précèdent la date de l'émission du certificat; il fait au rôle d'évaluation triennal ou au rôle supplémentaire les changements qui en résultent en indiquant la date à laquelle la subdivision ou le transfert a eu lieu ou, suivant le cas, celle à laquelle les travaux ont été terminés ou l'occupation commencée; il en informe le directeur des finances et il en donne avis au dernier propriétaire enregistré, qui a trente (30) jours pour déposer une plainte contre cette estimation.”;

b) en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

Modifica-
tions.

“Le directeur des finances peut effectuer de telles modifications, non seulement à l'égard du rôle de contributions foncières de l'exercice en cours, mais encore à l'égard de celui de l'exercice financier précédent, s'il y a lieu.”

1959-60,
c. 102, a.
833, ab.

47. L'article 833 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
834, ab.

48. L'article 834 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
854a, aj.

49. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 854, le suivant:

Motifs.

“**854a.** L'estimateur peut, par lettre recommandée, exiger que le plaignant lui fournisse par écrit les faits et les prétentions sur lesquels il fonde sa plainte.

Rejet de
la plainte.

Si dans les 60 jours de la mise à la poste de cette demande le plaignant n'a pas fait parvenir ces renseignements à l'estimateur, ce dernier informe le bureau, qui alors rejette cette plainte, maintient l'évaluation et fait connaître sa décision

a. by replacing the first paragraph by the following:

“**827.** The assessor shall fix the real value of the immoveables which have been subdivided or re-subdivided according to a plan deposited at the registry office and of those part of which has changed owner since the preceding first of December. He shall fix the real value of the buildings the construction, the extension, the repair or the modification of which shall have been completed or of which occupancy shall have begun in whole or in part since the two years preceding the date of issue of the certificate; he shall enter in the triennial valuation roll or in the supplementary roll the changes resulting therefrom showing the date on which the subdivision or the transfer shall have occurred or, as the case may be, that on which the works shall have been completed or the occupancy started; he shall inform accordingly the director of finance and notify the last registered owner, who shall have thirty (30) days to deposit a complaint against such assessment.”;

b. by replacing the third paragraph by the following:

“The director of finance may make such alterations, not only as regards the real estate roll of the current fiscal year, but also as regards that of the preceding fiscal year, if expedient.”

47. Article 833 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102, a.
833, re-
pealed.

48. Article 834 of the said act is repealed.

Id., a.
834, re-
pealed.

49. The said act is amended by adding after article 854 the following:

Id., a.
854a,
added.

“**854a.** The assessor may demand by registered letter that the complainant give him in writing the facts and pretensions upon which his complaint is based.

Reasons.

If, within the 60 days of the mailing of this request the complainant has not forwarded this information to the assessor, the latter informs the Board which, in turn, dismisses the complaint, maintains the assessment and informs the complain-

Com-
plaint
dismissed.

au plaignant par lettre recommandée. Si les renseignements parviennent en temps utile à l'estimateur, il doit les transmettre au bureau pour l'usage de ce dernier lors de l'audition de la plainte suivant les prescriptions de la loi."

1959-60,
c. 102, a.
855, am.

50. L'article 855 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par les deux alinéas suivants:

Procé-
dure.

"855. La valeur réelle d'un immeuble peut faire l'objet d'une plainte en la forme et dans le délai prévus par la charte

a) lors du dépôt du rôle d'évaluation triennal;

b) lors d'une estimation nouvelle dans tous les cas où d'après la charte telle estimation nouvelle a lieu.

Ouverture
à plainte
restreinte.

Le seul fait de l'inscription d'un immeuble avec mention de sa valeur réelle à un rôle supplémentaire dressé en vertu de l'article 820 et déposé suivant l'article 838 ne donne pas à nouveau ouverture à une plainte contre la valeur réelle de tel immeuble, même si tel rôle peut faire l'objet d'une plainte pour quelque autre motif de fait ou de droit."

1959-60,
c. 102, a.
870, am.

51. L'article 870 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Témoins,
etc.,

"870. Le bureau peut assigner des témoins, examiner les parties et leurs témoins; il peut lui-même faire des expertises et ordonner qu'il en soit fait, afin d'être en mesure de décider de la valeur des biens sous examen, sans toutefois modifier les normes de valeur adoptées suivant l'article 168."

1959-60,
c. 102, a.
872, am.

52. L'article 872 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Certificat
d'estima-
tion.

"872. Lorsque le bureau ordonne ou autorise une modification au rôle, le président signe un certificat d'estimation et le délivre à l'estimateur."

1959-60,
c. 102, a.
944, am.

53. L'article 944 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

ant of its decision by registered mail. If the information is forwarded in time to the assessor, he must transmit same to the board for its own use upon the hearing of the complaint, according to the prescriptions of the law."

50. Article 855 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the two following paragraphs: 1959-60,
c. 102, a.
855, am.

"855. The real value of an immovable may be the object of a complaint in the form and within the delay provided for in the charter

a. upon the deposit of the triennial valuation roll;

b. upon a new assessment in all cases where according to the charter such new assessment is made.

The mere fact of entering an immovable with mention of its real value in a supplementary roll prepared under article 820 and deposited in accordance with article 838 shall not give rise to a right to complain against the real value of such immovable, even should such roll be the object of a complaint on some other ground of fact or of law." Right to
complain
restricted.

51. Article 870 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959-60,
c. 102, a.
870, am.

"870. The board may summon witnesses and examine the parties and their witnesses; it may itself make appraisals or order the same to be made, to enable it to decide on the value of the property under examination, but without changing the norms of value adopted according to article 168." Witnesses,
etc.

52. Article 872 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959-60,
c. 102, a.
872, re-
placed.

"872. When the board orders or authorizes a change in the roll, the president shall sign a valuation certificate and deliver it to the assessor." Valua-
tion cer-
tificate.

53. Article 944 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959-60,
c. 102, a.
944, am.

Partage
du revenu
annuel.

"944. Le revenu annuel ainsi perçu et provenant de cette taxe est, après déduction des dépenses qu'elle a encourues pour son imposition et sa perception, partagé chaque année par la cité entre elle-même et les corporations municipales du territoire métropolitain à l'égard desquelles la taxe ainsi partagée a été imposée et perçue. Ce partage est fait en proportion de leur population respective telle qu'établie, dans le cas de la cité, par l'estimateur et, dans le cas de chacune des autres municipalités, par le recensement fait dans l'année précédant ce partage et approuvé par la Corporation de Montréal métropolitain, ou, à défaut d'un tel recensement ou d'une telle approbation, par les moyens mis à leur disposition par ladite corporation."

"944. The annual revenue so collected from the said tax, after deducting the expenses incurred by the city for the imposition and collection thereof, shall be apportioned each year by the city between itself and the municipal corporations of the metropolitan territory on behalf of which the tax so apportioned has been imposed and collected. Such apportionment shall be made in proportion to their respective populations as established, in the case of the city, by the assessor, and in the case of each of the other municipalities, by the census taken during the year preceding such apportionment and approved by the Montreal Metropolitan Corporation, or, failing such census or approval, by the means placed at their disposal by the said corporation."

Apportionment
of re-
venue.

1959-60,
c. 102, a.
964, am.

54. L'article 964 de ladite loi est modifié en ajoutant après le paragraphe e du deuxième alinéa, le paragraphe suivant:

"f) exercer, quant à tous territoires, terrains ou immeubles susceptibles d'être requis pour les fins prévues au présent article, les pouvoirs énoncés aux articles 39 à 53 de la charte."

54. Article 964 of the said act is amended by adding after sub-paragraph e of the second paragraph, the following sub-paragraph:

"f. exercise, as regards all territories, lots or immoveables liable to be required for the purposes provided for in this article, the powers stated in articles 39 to 53 of the charter."

1959-60,
c. 102, a.
964, am.

Id., a.
966, am.

55. L'article 966 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

"Pourvu qu'elle en assume seule le coût, la cité est aussi autorisée par résolution de son comité exécutif à acquérir de gré à gré ou par expropriation, avec ou sans possession préalable, toutes servitudes qu'elle juge appropriées pour la pose ou l'installation des poteaux, ancrages, fils, feux de circulation, lampadères, signaux de circulation ou de stationnement, parcomètres, avertisseurs d'incendie, téléphones à l'usage de la police, bornes-fontaines et généralement tous les accessoires nécessaires aux installations ci-dessus énumérées."

55. Article 966 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"Provided it alone assumes the cost, the city is also authorized by resolution of its executive committee to acquire by agreement or by expropriation, with or without prior possession, all servitudes which it shall deem appropriate for the laying or installation of the posts, anchorages, wires, traffic lights, lamp-posts, traffic or parking signals, parking meters, fire-alarm boxes, telephones for the use of police, hydrants and generally all accessories required for the above mentioned installations."

Servi-
tudes.

Servi-
tudes.

1959-60,
c. 102, a.
975, remp.

56. L'article 975 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"975. La Régie détermine en dernier ressort toute indemnité d'expropriation payable suivant les dispositions du présent chapitre et sa décision est sans appel."

56. Article 975 of the said act is replaced by the following:

"975. The Board shall decide finally every expropriation indemnity payable according to the provisions of this chapter and its decision shall be without appeal."

1959-60,
c. 102, a.
975, re-
placed.
Indem-
nity.

Indem-
nité.

1959-60,
c. 102, a.
989a, aj.

57. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 989, le suivant:

Immeuble
non re-
quis.

"989a. En tout temps avant l'homologation du rapport de la Régie, la cité peut, par résolution du conseil, déclarer que tout immeuble exproprié n'est pas requis en tout ou en partie, et par le dépôt au bureau d'enregistrement d'une copie certifiée de cette résolution ainsi que d'un plan et d'une description signés par un arpenteur géomètre l'immeuble non requis redevient la propriété de l'exproprié, s'il y consent, et l'indemnité doit alors être fixée ou révisée en conséquence par la Régie."

1959-60,
c. 102, a.
996, am.

58. L'article 996 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Évaluation de
l'indemnité.

"Sans préjudice des dispositions des articles 46 et 999 lorsqu'elles sont applicables, dans le cas d'expropriation faite sans possession préalable, toute indemnité d'expropriation relative aux immeubles, parties d'immeubles ou servitudes expropriés doit être établie d'après leur valeur à la date fixée en premier lieu par la Cour supérieure pour le commencement du travail de la Régie nonobstant tout changement de cette date qui peut être effectué subséquemment; dans le cas de possession préalable cette indemnité doit être établie d'après leur valeur à la date où lesdits immeubles, parties d'immeubles ou servitudes expropriés ont été transportés à la cité en vertu des dispositions de l'article 985."

1959-60,
c. 102, a.
1047, am.

59. L'article 1047 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant le paragraphe 3 par le suivant:

Disposi-
tions ap-
plicables.

"3. Ce rôle de répartition, ainsi préparé, est sujet à toutes les dispositions de l'article 1048 quant à l'avis public qui doit en être donné, quant à son examen, aux décisions des plaintes, quant à l'entrée en vigueur du rôle et à la date à laquelle il devient payable.";

b) en remplaçant le paragraphe 8 par le suivant:

57. The said act is amended by adding, after article 989, the following:

1959-60,
c. 102, a.
989a,
added.

"989a. At any time before the homologation of the report of the Board, the city, by resolution of the council, may declare that any expropriated immoveable is not required in whole or in part, and by the deposit in the registry office of a certified copy of such resolution as well as of a plan and a description signed by a land surveyor, the immoveable not required shall again become the property of the expropriated party if he consent thereto and the indemnity shall then be fixed or revised accordingly by the Board."

Immove-
able not
required.

58. Article 996 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

1959-60,
c. 102, a.
996, am.

"Without prejudice to the provisions of articles 46 and 999 when they are applicable, in the case of expropriation without prior possession, any expropriation indemnity concerning expropriated immoveables, parts of immoveables or servitudes shall be established in accordance with their value on the date fixed in the first instance by the Superior Court for the beginning of the work of the Board notwithstanding any change of such date which may be made subsequently; in the case of prior possession, such indemnity shall be established according to their value on the date when the said expropriated immoveables, parts of immoveables or servitudes shall have been conveyed to the city under the provisions of article 985."

Fixing of
indem-
nity.

59. Article 1047 of the said act is amended

1959-60,
c. 102, a.
1047, am.

a. by replacing subsection 3 by the following:

"3. Such apportionment roll so prepared shall be subject to all the provisions of article 1048 as to the public notice which must be given, relating to its inspection, disposition of complaints, coming into force of the roll and the date on which it becomes payable.";

b. by replacing subsection 8 by the following:

Provisions
to apply.

Entrée en
vigueur.

"8. Les modifications apportées à un rôle deviendront en vigueur le premier octobre suivant la date où telles modifications ont été faites par l'inspecteur de la cité, ou l'officier nommé par le comité exécutif, après avoir observé toutes les dispositions des articles 1045 et 1048 concernant la préparation et l'entrée en vigueur du rôle."

"8. The alterations made in a roll shall come into force on the first of October following the date on which such alterations were made by the city surveyor, or the official appointed by the executive committee, after having complied with all the provisions of articles 1045 and 1048 relating to the preparation and coming into force of the roll." Coming into force.

1959-60,
c. 102, a.
1070a, aj.

60. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 1070 le suivant:

60. The said act is amended by adding after article 1070 the following:

Travaux
prohibés.

"**1070a.** A moins que la cité ne l'autorise, aucun travail de remplissage ne peut être effectué ou continué dans le lit de la Rivière des Prairies à l'intérieur des limites du territoire de la cité."

"**1070a.** Unless the city so authorize, no filling work may be carried out or continued in the bed of des Prairies River inside the limits of the territory of the city." Work prohibited.

1959-60,
c. 102, a.
1086, am.

61. L'article 1086 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

61. Article 1086 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

Exemption
de
taxes.

"Il en est de même pour les lots qu'elle a acquis ou qu'elle acquerra dans les limites d'une autre municipalité, si ces lots sont utilisés pour les fins d'un égout collecteur dont cette municipalité a droit d'usage ou dont elle bénéficie."

"The same shall apply to lots which it has acquired or will acquire within the limits of another municipality, if such lots are used for the purposes of a collector sewer which such municipality has the right to use or by which it benefits." Tax exemption.

1959-60,
c. 102, a.
1139, am.

62. L'article 1139 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

62. Article 1139 of the said act is amended by adding the following paragraph:

Attribution
des
pouvoirs,
etc.

"Dans tous les cas prévus au présent article le conseil peut, par règlement, attribuer au directeur du service de la circulation, ou à tous autres officiers ou employés désignés par ce dernier, l'exercice de tous les pouvoirs et devoirs attribués par les alinéas qui précèdent à l'agent de la paix ou à l'agent spécial."

"In all cases provided for in this article the council, by by-law, may assign to the director of the traffic department, or to any other officers or employees designated by the latter, the exercise of all the powers and duties assigned by the preceding paragraphs to the peace officer or special agent." Assignment of powers, etc.

1959-60,
c. 102, aa.
1141a, b,
aj.

63. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 1141, les suivants:

63. The said act is amended by adding after article 1141, the following:

Avis
sommaire.

"**1141a.** Dans le cas d'une contravention visée par les règlements de la cité relatifs à la circulation et à la sécurité publique, sauf les cas de stationnement ou d'arrêt d'un véhicule en violation d'un règlement municipal, l'agent de la paix qui constate l'infraction peut remplir sur les lieux un avis sommaire. Il en remet une copie au conducteur du véhicule. Cette remise constitue une signification légale de cet avis."

"**1141a.** In the case of an infringement covered by by-laws of the city respecting traffic and public safety, except in cases where a vehicle is parked or stopped in violation of a municipal by-law, the police officer who notices the infringement, may fill out on the spot a summary notice. He shall deliver a copy thereof to the driver of the vehicle. Such delivery shall constitute legal service of such notice." Summary notice.

Copie. Une autre copie doit en être remise au greffier de la Cour municipale dans les quarante-huit heures qui suivent.

**Somma-
tion.** En la recevant, le greffier ouvre un dossier et y dépose ce document, qui constitue alors une sommation dûment autorisée et signifiée, au sens de la Loi des convictions sommaires de Québec et rapportable à la date fixée dans l'avis."

**Contenu
de l'avis.** "1141b. L'avis sommaire consiste en un document préparé en triplicata sous la signature de l'agent de la paix qui a constaté une infraction au règlement et qui a intercepté le véhicule; il doit contenir

a) les noms, prénoms et adresse du contrevenant;

b) la nature, la date, l'heure et le lieu de l'infraction;

c) un ordre au contrevenant de comparaître devant la Cour municipale, aux temps et lieu désignés dans l'avis."

1959-60, c. 102, a. 1176, remp.
64. L'article 1176 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**Vente
d'effets
non récla-
més.** "1176. Le comité exécutif peut faire vendre à l'encan par un employé de la cité, sans formalité de justice et après les mêmes avis que dans le cas d'une vente de biens meubles sur saisie-exécution, les effets mobiliers non réclamés à la cité dans les deux mois de leur réception, qui sont tombés en sa possession à la suite de saisie ou de confiscation par ses officiers de police ou qui ont été délaissés par des personnes décédées dont la cité a dû faire les frais d'enterrement, ou qui ont été confiés à sa garde par des personnes se trouvant alors sans logement.

**Respon-
sabilité.** La cité n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente."

**Disposi-
tions spé-
ciales.** **65.** Les dispositions décrétées par les articles 1, 11, 34, 37, paragraphe b), 42, 43, 44, 53, 56 et 59 de la présente loi ont effet à compter du 10 mars 1960.

Another copy of such notice shall be transmitted to the office of the Clerk of the Municipal Court within the ensuing forty-eight hours.

Copy. Upon receiving it, the clerk shall open a file and deposit in it such document which then shall constitute a summons duly authorized and served, within the meaning of the Quebec Summary Convictions Act, and returnable on the date fixed in the notice."

Summons. "1141b. The summary notice shall consist of a document prepared in triplicate under the signature of the police officer who has noticed an infringement of the by-law and who has intercepted the vehicle; it shall contain

a. the surname, Christian name and address of the offender;

b. the nature, date, hour and place of the infringement;

c. an order to the offender to appear before the Municipal Court at the time and place stated in the notice."

**Contents
of notice.** **64.** Article 1176 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 1176, re-
placed.
1176. The executive committee may cause to be sold by auction by an employee of the city, without any legal formality and after the same notices as in the case of a sale of moveable property on execution, the moveables which have remained unclaimed for two months after they were received, and which come into the city's possession following seizure or confiscation by its police officers, or which have been left by deceased persons whose funeral expenses the city has had to bear or which were entrusted to the city's care by persons who were then without shelter.

**Sale of
unclaimed
articles.** In such cases the city shall be responsible to the owner only to the extent of the proceeds of the sale thereof, after deducting the costs of storage and sale."

**Special
provi-
sions.** **65.** The provisions enacted by sections 1, 11, 34, 37 paragraph b, 42, 43, 44, 53, 56 and 59 of this act shall be effective as from March 10th 1960.

Prolongation d'un contrat de location.

66. La cité est autorisée à prolonger d'au plus deux ans à compter du 1er janvier 1961 la durée du contrat intervenu entre la cité et l'Hôpital Saint-Luc, par lequel la cité a loué à l'hôpital un certain emplacement sur la rue Sherbrooke, pour y construire et maintenir un hôpital pour les personnes atteintes de maladies contagieuses, lequel contrat a été ratifié par l'article 5 de la loi 22 George V, chapitre 133, et prolongé jusqu'au 31 décembre 1960 par un contrat ratifié par l'article 12 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 101.

66. The city is authorized to extend by not more than two years from January 1st 1961 the duration of the contract between the city and l'Hôpital Saint-Luc, whereby the city leased to the hospital a certain site on Sherbrooke street, to erect thereon and maintain a hospital for persons suffering from contagious diseases, which contract was ratified by section 5 of the act 22 George V, chapter 133, and extended to December 31st 1960 by a contract ratified by section 12 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 101. Extension of lease.

Paiement d'augmentations de salaires.

67. Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, la cité est autorisée à payer, par résolution du Comité exécutif, à même le revenu réel de l'exercice 1960-61 tel qu'estimé par le directeur des finances, une somme n'excédant pas deux millions de dollars (\$2,000,000.00) non prévue au budget de cet exercice pour défrayer le coût d'augmentations de salaires qui pourront avoir été accordées à ses employés manuels, contre-maîtres, pompiers et collets blancs, pour la période du premier décembre 1960 au 30 avril 1961.

67. Notwithstanding any inconsistent legislative or by-law provision, the city is authorized to pay, by a resolution of the Executive Committee, out of the actual income for the fiscal year 1960-61 as estimated by the director of finance, a sum not exceeding two million dollars (\$2,000,000.00) not provided for in the budget for such year, to cover the cost of salary increases which may have been granted to its manual workers, foremen, firemen and clerical staff, for the period from the first of December 1960 to the 30th of April 1961. Cost of salary increases.

Validation.

68. L'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation de tous les immeubles indiqués sur le plan R-16 Hochelaga, en date du 16 février 1932, est déclarée valide et légale à toutes fins que de droit.

68. The acquisition by agreement or by expropriation of all the immovables shown on plan R-16 Hochelaga, dated February 16th 1932, is declared valid and legal to all intents and purposes. Validation.

Immeubles non requis.

La cité n'est pas tenue d'utiliser pour les approches dudit pont et pour le raccordement desdites rues Rachel et Nolan les immeubles ou parties d'immeubles indiqués comme non requis pour telles fins sur le plan no R-39 Hochelaga en date du 23 décembre 1960 portant la signature du directeur du service des travaux publics de la cité et déposé dans ses bureaux.

The city shall not be bound to utilize for the approaches of the said bridge and for the connection of the said Rachel and Nolan streets the immovables or parts of immovables indicated as not required for such purposes on plan No. R-39 Hochelaga under date of December 23rd 1960 and bearing the signature of the director of the public works department of the city and filed in his office. Immovables not required.

Idem.

Les immeubles ou parties d'immeubles ainsi indiqués comme non requis pour les approches d'un pont au-dessus des voies du chemin de fer Canadien du Pacifique et pour relier les rues Rachel et Nolan sont déclarés, à toutes fins que de droit, résidus de terrains expropriés et la cité peut les traiter et en disposer comme tels, suivant les prescriptions de sa charte.

The immovables or parts of immovables so indicated as not required for the approaches of a bridge over the Canadian Pacific Railway tracks and to connect Rachel and Nolan streets are declared, to all intents and purposes, to be residues of expropriated land and the city may deal with and dispose of them as such, according to the provisions of its charter. Idem.

Acte ratifié.

69. Sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et aux conditions par elle fixées, est ratifié à toutes fins que de droit et déclaré valide et légal l'acte d'échange entre la cité de Montréal et Canadian National Railway Company passé devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 17 juin 1960, sous le no 13824 des minutes de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le no 1,478,445, de rues et ruelles, parties de rues et de ruelles et autres terrains.

Acte validé.

70. L'acte de vente passé devant Me Henri Messier, notaire, le 30 août 1960, sous le numéro 10,707 de ses minutes et enregistré le 2 septembre 1960 au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1,490,442, entre Clinique B.C.G. de Montréal Inc. et Messieurs les Curé et Marguilliers de l'œuvre et Fabrique de la Paroisse de St-Bonaventure et auquel la cité est intervenante, est confirmé et déclaré valide et légal quant à toutes fins pour lesquelles la cité est partie intervenante audit acte.

Contrat ratifié.

71. Le contrat passé devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 19 janvier 1961, sous le numéro 13,908 de ses minutes, entre la cité de Montréal et The Montreal Star Company Limited, et le règlement portant le numéro 2599 de la cité de Montréal adopté le 17 janvier 1961, modifiant le règlement numéro 2240 de ladite cité autorisant ladite compagnie à construire, reconstruire et maintenir deux passerelles au-dessus et un tunnel double au-dessous de la ruelle des Fortifications, sont par la présente loi confirmés, ratifiés et déclarés valides, légaux et obligatoires à tous égards ; le tout sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales.

Acte validé.

72. L'acte de vente passé devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 19 janvier 1961, sous le numéro 13,907 de ses minutes, entre la cité de Montréal et Montreal Protestant Homes, est confirmé et déclaré valide et légal à toutes fins ; le tout sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales.

69. Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and on conditions fixed by it, the deed of exchange between the city of Montreal and the Canadian National Railway Company passed before Me. L. A. Marchessault, notary, on June 17th 1960, under number 13824 of the minutes of his repertory and registered at the registry office of Montreal under No. 1,478,445, of streets and lanes, parts of streets and lanes, and other lands, is ratified, to all intents and purposes and declared valid and legal.

70. The deed of sale passed before Me. Henri Messier, notary, on August 30th 1960, under number 10,707 of his repertory and registered on September 2nd 1960, in the registry office of Montreal under number 1,490,442, between Clinique B.C.G. de Montréal Inc. and Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de St-Bonaventure and in which the city intervened, is confirmed and declared valid and legal for all purposes for which the city is the intervening party to the said deed.

71. The contract passed before Me L. A. Marchessault, notary, on the 19th January 1961, under number 13,908 of his minutes, between the city of Montreal and The Montreal Star Company Limited, and by-law bearing number 2599 of the city of Montreal adopted on 17th January 1961 amending by-law number 2240 of the said city, authorizing the said company to construct, reconstruct and maintain two bridges over and a double tunnel under Fortifications lane, are by this act confirmed, ratified and declared valid, legal and compulsory for all purposes, the whole subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs.

72. The deed of sale passed before Me L. A. Marchessault, notary, on the 19th January 1961, under number 13,907 of his minutes, between the city of Montreal and Montreal Protestant Homes, is confirmed and declared valid and legal for all purposes; the whole subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs.

Acte va-
lidé.

73. L'acte de vente passé devant Me Rodolphe Gilbert, notaire, le 20 janvier 1961, sous le numéro 652 de ses minutes, entre la cité de Montréal et la Caisse populaire de St-Grégoire le Grand de Montréal, est confirmé et déclaré valide et légal, la parcelle de terrain vendue bien qu'acquise en vue de l'ouverture de la rue Villeray, n'étant plus requise pour cette fin; le tout sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales.

73. The deed of sale passed before Me. Rodolphe Gilbert, notary, on the 20th January 1961, under number 652 of his minutes, between the city of Montreal and la Caisse populaire de St-Grégoire le Grand de Montréal, is confirmed and declared valid and legal, the parcel of land sold although acquired for the opening of Villeray street, not being required for such purpose any longer; the whole subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs.

Vente
autorisée.

74. La cité de Montréal est autorisée à vendre un terrain de forme irrégulière situé à l'angle nord-est des rues Lajeunesse et De Castelnau et indiqué par les lettres A B C D E F G H A sur le plan portant le numéro C-247 St-Denis préparé par le service des travaux publics de la cité de Montréal, en date du 23 janvier 1961, et formé d'une partie des lots 2629-220, 2629-221, 2629-222, 2629-224, 2629-229 et 2629-230 du cadastre officiel de la paroisse St-Laurent, lequel terrain a été acquis par expropriation pour fins de rues et n'est plus requis pour ces fins.

74. The city of Montreal is authorized to sell a piece of land, irregular in shape, situated at the northeast corner of Lajeunesse and De Castelnau streets and designated by letters A B C D E F G H A on the plan bearing number C-247 St-Denis prepared by the public works department of the city of Montreal, under date of January 23rd 1961, and formed of a part of lots 2629-220, 2629-221, 2629-222, 2629-224, 2629-229 and 2629-230 of the official cadastre of the parish of St. Laurent, which land was acquired by expropriation for street purposes, and is no longer required for such purposes.

Rembour-
sement de
taxe.

75. Advenant remboursement par la province de Québec à la cité du coût de la voie rapide du boulevard Métropolitain, la cité est autorisée à puiser à même son surplus de l'exercice 1960-61 aux fins de rembourser ou de créditer les contribuables de leur part de la taxe spéciale imposée en paiement du boulevard métropolitain pour l'année 1960-61, compte tenu du coût des voies locales qui est à la charge de la cité et est inclus dans ladite taxe spéciale.

75. Should the Province of Quebec reimburse to the city the cost of the expressway of Metropolitan Boulevard, the city is authorized to take out of the surplus of the fiscal year 1960-61 for the purpose of reimbursing or crediting taxpayers of their share of the special tax imposed in payment of the Metropolitan Boulevard for the fiscal year 1960-61, taking into account the cost of the local roads which is payable by the City and included in the said special tax.

Rembour-
sement
par la pro-
vince.

Le remboursement par la province fera partie des revenus ordinaires de l'exercice durant lequel il sera effectué.

The reimbursement by the Province will be included in the ordinary revenue of the fiscal year during which such payment will be effected.

Entrée en
vigueur.

76. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

76. This act shall come into force the day of its sanction.